

Publications périodiques

Comptes annuels

BFORBANK

COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2017

**Arrêtés par le Conseil d'administration de BforBank en date du 6 avril 2018 et approuvés par
l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 29 mai 2018**

SOMMAIRE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017	3
HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2017	4
COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017	5
NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	6
NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	7
NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE.....	13
NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE.....	13
NOTE 5 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE.....	15
NOTE 6 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS.....	16
NOTE 7 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF	17
NOTE 8 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	17
NOTE 9 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	18
NOTE 10 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	19
NOTE 11 PROVISIONS.....	19
NOTE 12 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES.....	20
NOTE 13 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)	21
NOTE 14 COMPOSITION DES FONDS PROPRES	22
NOTE 15 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES	22
NOTE 16 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES	23
NOTE 17 REVENUS DES TITRES.....	23
NOTE 18 PRODUIT NET DES COMMISSIONS.....	23
NOTE 19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	24
NOTE 20 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	24
NOTE 21 COUT DU RISQUE	25
NOTE 22 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	25
NOTE 23 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS.....	25
NOTE 24 IMPOT SUR LES BENEFICES.....	26
NOTE 25 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES.....	27
NOTE 26 AFFECTATION DES RESULTATS.....	29
NOTE 27 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES	29
NOTE 28 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS	29
NOTE 29 RAPPORT DE GESTION	29

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017**ACTIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées		144 895	90 641
Caisse, banques centrales		97 656	75 951
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3	47 239	14 690
Opérations internes au Crédit Agricole	3	2 188 704	2 060 181
Opérations avec la clientèle	4	26 578	3 996
Opérations sur titres		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Valeurs immobilisées		29 964	29 179
Participations et autres titres détenus à long terme	5	1 821	1 681
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	5	26 842	25 787
Immobilisations corporelles	5	1 301	1 711
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		9 849	11 567
Autres actifs	6	6 336	9 896
Comptes de régularisation	6	3 513	1 671
TOTAL ACTIF		2 399 990	2 195 564

PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées		8	10
Banques centrales		8	10
Dettes envers les établissements de crédit			
Opérations internes au Crédit Agricole	8	121 997	60 002
Comptes créditeurs de la clientèle	9	2 177 080	2 068 755
Dettes représentées par un titre			
Comptes de régularisation et passifs divers		26 739	27 072
Autres passifs	10	7 520	9 023
Comptes de régularisation	10	19 219	18 049
Provisions et dettes subordonnées		1 672	1 463
Provisions	11-12	1 672	1 463
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	13	72 495	38 262
Capital souscrit		76 564	47 992
Primes d'émission		43 994	18 143
Réserves			
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau		-27 873	-10 523
Résultat de l'exercice		-20 190	-17 350
TOTAL PASSIF		2 399 990	2 195 564

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2017	31/12/2016
	Notes		
ENGAGEMENTS DONNÉS			
Engagements de financement	15	9 554	4 691
Engagements de garantie			
Engagements sur titres	15	14 873	13 874

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2017	31/12/2016
	Notes		
ENGAGEMENTS REÇUS			
Engagements de financement		22 183	
Engagements de garantie		20 698	
Engagements sur titres	15	14 873	13 874

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	16	46 027	55 734
Intérêts et charges assimilés	16	-9 625	-15 457
Revenus des titres à revenu variable	17	0	0
Commissions (produits)	18	9 834	8 143
Commissions (charges)	18	-11 486	-9 595
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire		618	73
Autres charges d'exploitation bancaire		-604	-1 243
Produit net bancaire		34 763	37 655
Charges générales d'exploitation	20	-49 174	-48 744
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-4 159	-3 403
Résultat brut d'exploitation		-18 570	-14 492
Coût du risque	21	-1 185	-863
Résultat d'exploitation		-19 755	-15 355
Résultat net sur actifs immobilisés	22	0	0
Résultat courant avant impôt		-19 755	-15 355
Résultat exceptionnel	23	0	0
Impôt sur les bénéfices	24	-435	-1 995
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		-20 190	-17 350

NOTE 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS **CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

1.1 Cadre juridique et financier

BforBank est une société anonyme régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

De par la loi bancaire, BforBank est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2017, BforBank fait partie du groupe Crédit Agricole dont l'organe central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole S.A.. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Sacam Avenir, qui détient elle-même 85 % du capital de BforBank.

Pour sa part Crédit Agricole S.A. détient 15% du capital social de BforBank. BforBank est consolidée au niveau du groupe Crédit Agricole.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action de BforBank et exerce, à son égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code Monétaire et Financier. Du fait de son rôle d'Organe Central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par BforBank, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité.

1.2 Mécanismes financiers internes au Crédit Agricole

BforBank délègue la gestion financière de ses ressources (fonds propres, comptes espèces et comptes sur livrets) à Crédit Agricole S.A..

Ces ressources sont centralisées dans des comptes de trésorerie ouverts dans les livres de Crédit Agricole S.A..

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017

1.3.1 Diminution des IDA

Suite à l'ajustement du prévisionnel 2018-2022, le poste IDA a fait l'objet d'une diminution de 442K€.

1.3.2 Lancement commercial de l'activité « Crédit immobilier »

Conformément aux plans stratégiques d'évolution du Groupe Crédit Agricole et de BforBank, l'offre commerciale « crédit immobilier » a été lancée le 24 avril 2017.

BforBank complète ainsi sa transition d'une banque spécialiste de l'épargne vers une banque de détail complète au service des particuliers.

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2017

Néant

NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de BforBank sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de BforBank est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit

BforBank applique le règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société

BforBank applique le règlement ANC 2015-06 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif aux plan comptable général. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société

BforBank applique le règlement ANC 2016-07 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif aux plan comptable général. L'application de ce règlement n'a eu aucun impact sur le résultat et la situation nette de la société

2.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit BforBank à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par BforBank par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation du fait du passage du temps étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, BforBank le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

2.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres

du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique «Résultat net sur actifs immobilisés».

2.3 Immobilisations

BforBank applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

BforBank applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ».

Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues par BforBank :

Nature de l'immobilisation	Durée d'amortissement
Agencements	5 ans linéaire
Mobilier de bureau	5 ans linéaire
Matériel informatique	3 ans linéaire
Logiciels	3 et 5 ans linéaire

Enfin, les éléments dont dispose BforBank sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Provisions

BforBank applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen mensuel.

2.6 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour BforBank.

Ces éléments sont détaillés dans la note 15.

2.7 La participation des salariés aux fruits de l'expansion et l'intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion sont constatés dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

Un accord d'intéressement a été signé le 29 juin 2017, entre les représentants du personnel et la direction pour une période de 3 ans.

La participation et l'intéressement figurent dans les «Frais de personnel».

2.8 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

BforBank applique à compter du 1er janvier 2013, la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables du 07 novembre 2013 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014.

En application de cette recommandation, BforBank provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

BforBank a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatées au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

La recommandation autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

BforBank a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la recommandation,
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

BforBank a provisionné les prestations définies à l'article 31 de la Convention Collective de la Banque pour l'ensemble de ses salariés.

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, BforBank n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.9 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de BforBank.

2.10 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

BforBank ayant changé de méthode comptable en 2010, l'impôt différé est constaté dans les comptes individuels.

Dans le cas de BforBank, l'impôt différé actif comptabilisé en 2017 correspond aux économies futures d'impôt liées aux déficits fiscaux reportables nés de 2009 à 2017, en cohérence avec les perspectives de consommation des impôts différés résultant du business plan révisé établi pour les exercices du 01/01/2018 au 31/12/2022.

En 2017, suite à l'ajustement du prévisionnel 2018-2022 et conformément à l'évolution de la réglementation sur les IDA (loi de finance rectificative 2012), le poste IDA a fait l'objet d'une reprise de 442 K€.

Le montant des déficits cumulés au 31/12/2016 représente 148 987 K€. Le montant du déficit de l'exercice s'élève à 19 929 K€ soit un solde de déficit cumulé au 31/12/2017 de 168 916 K€.

BforBank a signé avec Crédit Agricole S.A une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

En raison de l'objectif poursuivi par le législateur de permettre la diminution des charges de personnel par le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), BforBank a fait le choix de comptabiliser le Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi (article 244 quater C du Code général des impôts) en déduction des charges de personnel et non en diminution de l'impôt.

NOTE 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3 mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	47 013				47 013	226	47 239	14 690
à terme								
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	47 013	0	0	0	47 013	226	47 239	14 690
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							47 239	14 690
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	2 185 216				2 185 216	3 488	2 188 704	2 060 181
Comptes et avances à terme								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	2 185 216	0	0	0	2 185 216	3 488	2 188 704	2 060 181
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							2 188 704	2 060 181
TOTAL							2 235 943	2 074 871

Comptes et prêts sur établissements de crédit : cette rubrique enregistre la part des encours des livrets A et des livrets de développement durable centralisée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Opérations internes au Crédit Agricole : cette rubrique enregistre les ressources de BforBank (notamment collecte clientèle et fonds propres) gérées par Crédit Agricole S.A. dans le cadre de la Convention de Gestion Financière liant BforBank et Crédit Agricole S.A.

NOTE 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

4.1 Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales								
Autres concours à la clientèle	4 311	250	0	20 429	24 989	20	25 009	2 739
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	3 748				3 748		3 748	2 432
Dépréciations							-2 180	-1 175
VALEUR NETTE AU BILAN							26 578	3 996

Autres concours à la clientèle : cette rubrique enregistre les facilités de trésorerie accordées aux titulaires

d'une carte de paiement sous la forme d'un recouvrement différé correspondant au délai contractuel d'imputation des dépenses sur les comptes de la clientèle. Elle recense également les crédits à l'habitat et crédits de trésorerie octroyés.

Comptes ordinaires débiteurs : cette rubrique matérialise les positions débitrices des comptes bancaires et des comptes titres ordinaires de la clientèle, ainsi que les valeurs non-imputées (VNI).

4.2 Opérations avec la clientèle – Analyse par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	28 738	5 171
Autres pays de L'U.E.		
Autres pays d'Europe		
Amérique du Nord		
Amérique Centrale et du sud		
Afrique et Moyen-Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	28 738	5 171
Créances rattachées	20	
Dépréciations	-2 180	-1 175
VALEUR NETTE AU BILAN	26 578	3 996

4.3 Opérations avec la clientèle – Encours douteux et dépréciations par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DOM-TOM)	28 758	2 180		-2 180		5 171	1 175		-1 175	
Autres pays de L'U.E.										
Autres pays d'Europe										
Amérique du Nord										
Amérique Centrale et Latine										
Afrique et Moyen-Orient										
Asie et Océanie (hors Japon)										
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
TOTAL	28 758	2 180	0	-2 180	0	5 171	1 175	0	-1 175	0

4.4 Opérations avec la clientèle – Analyse par agents économiques

	31/12/2017					31/12/2016				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Particuliers	28 758	2 180		-2 180		5 171	1 175		-1 175	
Agriculteurs										
Autres professionnels										
Clientèle financière										
Entreprises										
Collectivités publiques										
Autres agents économiques										
TOTAL	28 758	2 180	0	-2 180	0	5 171	1 175	0	-1 175	0

NOTE 5 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	0	0	0	0	0
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes					
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total titres de participation	0	0	0	0	0
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	1 681	140			1 821
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations					
Sous-total autres titres détenus à long terme	1 681	140	0	0	1 821
VALEUR NETTE AU BILAN	1 681	140	0	0	1 821
TOTAL	1 681	140	0	0	1 821

Immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	01/01/2017	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2017
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	3 559	25			3 584
Amortissements et dépréciations	-1 848	-435			-2 283
Mali technique de fusion sur Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	1 711	-410	0	0	1 301
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours	2 737	976	-2 737		976
Valeurs brutes des autres immobilisations incorporelles	25 303	6 540			31 843
Amortissements et dépréciations	-15 101	-3 724			-18 825
Mali technique de fusion sur Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	12 848				12 848
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	25 787	3 792	-2 737	0	26 842
TOTAL	27 498	3 382	-2 737	0	28 143

En Juillet 2010, BforBank a racheté CPR Online à Cheuvreux pour un montant de 24 M€ générant la comptabilisation d'un mali technique de 12 M€. Au 31 décembre 2017, le montant du mali technique comptabilisé en normes françaises s'élève toujours à 12 M€ et aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Chaque année, un test de dépréciation est effectué afin de conclure sur la nécessité ou non de déprécier le mali technique.

NOTE 6 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers	6 336	8 257
dont IDA	1 018	1 460
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement		1 639
VALEUR NETTE AU BILAN	6 336	9 896
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	1 015	387
Comptes d'ajustement et comptes d'écart		
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	1 409	448
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres produits à recevoir	1 088	835
Charges à répartir (2)		
Autres comptes de régularisation	1	
VALEUR NETTE AU BILAN	3 513	1 671
TOTAL	9 849	11 567

(2) Dont 7K€ au titre de la contribution au Fonds de Résolution versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Le montant des IDA a été revu à la baisse, suite à l'ajustement du prévisionnel 2018-2022 et conformément à l'évolution de la réglementation sur les IDA (loi de finance rectificative 2012).

Les impôts différés actifs correspondent, en 2017, à la quote-part mobilisable des économies d'impôts futures liées au déficit fiscal reportable des années antérieures, soit un montant de 1 018 K€

NOTE 7 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(en milliers d'euros)	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	1 175	1 117	-112			2 180
Sur opérations sur titres						
Sur valeurs immobilisées						
Sur autres actifs						
TOTAL	1 175	1 117	-112	0	0	2 180

NOTE 8 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3mois	>3mois ≤1 an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
· à vue								
· à terme								
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	41 992				41 992	5	41 997	2
Comptes et avances à terme	80 000				80 000		80 000	60 000
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	121 992	0	0	0	121 992	5	121 997	60 002
TOTAL	121 992	0	0	0	121 992	5	121 997	60 002

Afin de satisfaire la contrainte d'un ratio LCR à plus de 100% dès le 1er janvier 2018, BforBank a constitué des réserves à la Banque de France sous forme de dépôt (« Actif - Opérations interbancaires et assimilées »).

NOTE 9 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

9.1 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	204 780				204 780		204 780	146 234
Comptes d'épargne à régime spécial :	1 971 948	0	0	0	1 971 948		1 971 948	1 921 716
· à vue	1 971 948				1 971 948		1 971 948	1 921 716
· à terme					0		0	0
Autres dettes envers la clientèle :	352	0	0	0	352		352	806
· à vue	352				352		352	806
· à terme					0		0	
Valeurs données en pension livrée					0		0	
VALEUR AU BILAN	2 177 080	0	0	0	2 177 080	0	2 177 080	2 068 755

9.2 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
France (y compris DOM-TOM)	2 168 047	2 059 417
Autres pays de l'U.E.	4 672	5 625
Autres pays d'Europe	1 668	1 287
Amérique du Nord	360	129
Amérique Centrale et du sud	12	61
Afrique et Moyen-Orient	956	553
Asie et Océanie (hors Japon)	728	1 202
Japon	638	480
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	2 177 080	2 068 755
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	2 177 080	2 068 755

9.3 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par agents économiques

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Particuliers	2 171 571	2 063 694
Agriculteurs		
Autres professionnels		
Clientèle financière		
Entreprises	5 509	5 061
Collectivités publiques		
Autres agents économiques		
Total en principal	2 177 080	2 068 755
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	2 177 080	2 068 755

NOTE 10 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transactions)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement et de négociation	132	0
Créditeurs divers	7 387	9 023
Versements restant à effectuer sur titres		
VALEUR AU BILAN	7 520	9 023
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	5 780	3 823
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	0	0
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	29	5
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme		
Autres charges à payer	12 579	14 220
Autres comptes de régularisation	831	0
VALEUR AU BILAN	19 219	18 049
TOTAL	26 739	27 072

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Les impôts différés passifs correspondent, en 2017, aux impôts sur le résultat payable au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables, soit un montant de 38 K€

NOTE 11 PROVISIONS

<i>(en milliers d'euro)</i>	Solde au 01/01/2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	466	98		-25		539
Provisions pour autres engagements sociaux						
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature						
Provisions pour litiges fiscaux						
Provisions pour autres litiges	690	170				860
Provision pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit						
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts						
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (1)	307	565	-303	-296		273
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement						
Autres provisions						
VALEUR AU BILAN	1 463	833	-303	-321	0	1 672

(1) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

NOTE 12 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES

Variation dette actuarielle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N-1	466	434
Coût des services rendus sur l'exercice	308	44
Coût financier	55	7
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-49	
(Gains) / pertes actuariels	11	-19
DETTE ACTUARIELLE AU-31/12/N	791	466

Détail de la charge comptabilisée au résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Coût des services rendus	308	44
Coût financier	55	7
Rendement attendu des actifs		
Coût des services passés		
(Gains) / pertes actuariels net	11	-19
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes		
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif		
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	374	32

Variation de juste valeur des actifs des régimes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1		
Rendement attendu des actifs		
Gains / (pertes) actuariels	11	-19
Cotisations payées par l'employeur	301	
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre		
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-49	
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS À REMBOURSEMENT AU 31/12/N	263	-19

Variation de la provision

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Dette actuarielle au 31/12/N	755	466
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période	-216	
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS AU 31/12/N	539	466

NOTE 13 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)**Variation des capitaux propres**

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (1)	Ecarts conversion/réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Solde au 31 Décembre 2015	47 992	17	0	18 641	0	0	-10 863	55 787
Dividendes ou intérêts aux parts sociales versés au titre de 2015								
Variation de capital								
Variation des primes et réserves				-176				-176
Affectation du résultat social 2015		-17		-10 846			10 863	0
Report à nouveau débiteur								0
Résultat de l'exercice 2016							-17 350	-17 350
Autres variations				1				1
Solde au 31 Décembre 2016	47 992	0	0	7 620	0	0	-17 350	38 262
Dividendes ou intérêts aux parts sociales versés au titre de 2016								0
Variation de capital	28 572			25 851				54 422
Variation des primes et réserves								0
Affectation du résultat social 2016				-17 350			17 350	0
Report à nouveau débiteur								0
Résultat de l'exercice 2017							-20 190	-20 190
Autres variations				1				1
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2017	76 564	0	0	16 122	0	0	-20 190	72 495

(1) Dont 43 994 k€ de primes d'émission

Le capital de BforBank a été constitué par l'émission de 20 000 actions de 100 € lors de la constitution de la société.

Une première augmentation de capital a eu lieu en février 2009 par l'émission de 907 000 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une seconde augmentation de capital, réservée à Crédit Agricole S.A., est intervenue en septembre 2009 par l'émission de 109 000 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une troisième augmentation de capital a eu lieu en décembre 2011 par l'émission de 294 432 nouvelles actions de 100 € de nominal.

Une réduction du capital social de BforBank a été décidée en décembre 2013 de 105.104.128 euros, pour le ramener de 133.043.200 euros à 27.939.072 euros. Le solde des pertes antérieures, soit 1.119.895 euros, restant conservé en report à nouveau.

Cette réduction de capital a été réalisée par voie de réduction de la valeur nominale des actions de 100 euros à 21 euros.

Une quatrième augmentation de Capital a eu lieu en octobre 2014 par l'émission de 954.907 nouvelles actions de 21 € de nominal auquel s'ajoute une prime d'émission de 19 euros.

Une nouvelle augmentation de Capital a eu lieu en décembre 2017 par l'émission de 1 360 556 nouvelles actions de 21 € de nominal auquel s'ajoute une prime d'émission de 19 euros. La répartition des bénéficiaires est la suivante :

- Sacam Avenir : 1 156 472 nouvelles actions souscrites, libérées pour un montant de 40€ par action, soit 46.258.880,00 euros versés sur le compte BforBank.
- Crédit Agricole : 204.084 nouvelles actions souscrites, libérées pour un montant de 40€ par action, soit 8.163.360,00 euros versés sur le compte BforBank.

NOTE 14 COMPOSITION DES FONDS PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres	72 495	38 262
Fonds pour risques bancaires généraux		
Dettes subordonnées et titres participatifs		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
TOTAL DES FONDS PROPRES	72 495	38 262

NOTE 15 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	9 554	4 691
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		
. Engagements en faveur de la clientèle	9 554	4 691
Ouverture de crédits confirmés		
- Ouverture de crédits documentaires		
- Autres ouvertures de crédits confirmés		
Autres engagements en faveur de la clientèle	9 554	4 691
Engagements de garantie		
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit		
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties		
. Engagements d'ordre de la clientèle		
Cautions immobilières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres	14 873	13 874
. Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements à donner	14 873	13 874
Engagements reçus		
Engagements de financement	22 183	
. Engagements reçus d'établissements de crédit	22 183	
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	20 698	0
. Engagements reçus d'établissements de crédit	20 447	
. Engagements reçus de la clientèle	252	0
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Autres garanties reçues	252	
Engagements sur titres	14 873	13 874
. Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
. Autres engagements reçus	14 873	13 874

Les engagements de financement donnés correspondent à la part non-consommée des autorisations de découverts accordées et à la part non-débloquée des crédits à l'habitat octroyés.

Les engagements de financement reçus correspondent à la part de refinancement future, accordée par la trésorerie de Crédit Agricole S.A., en couverture des crédits à l'habitat accordés à la clientèle.

Les engagements de garantie reçus comprennent la garantie Crédit Logement sur les crédits à l'habitat octroyés et la valeur des comptes titres de la clientèle nantis.

Les engagements sur titres correspondent aux titres à livrer et à recevoir de l'activité SRD.

NOTE 16 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	
Sur opérations internes au Crédit Agricole	45 431	55 555
Sur opérations avec la clientèle	333	127
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Produit net sur opérations de macro-couverture		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés	263	52
Intérêts et produits assimilés	46 027	55 734
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-30	-46
Sur opérations avec la clientèle	-9 365	-15 266
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe		
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	-231	-145
Intérêts et charges assimilées	-9 625	-15 457
TOTAL PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS	36 402	40 277
(1)		

NOTE 17 REVENUS DES TITRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme		
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES		

NOTE 18 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit		-1	-1		-1	-1
Sur opérations internes au crédit agricole		-1 071	-1 071		-1 013	-1 013
Sur opérations avec la clientèle	7 821	-7 199	623	6 766	-5 531	1 235
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change		-9	-9		-2	-2
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan						
Sur prestations de services financiers (1)	2 013	-3 207	-1 194	1 378	-3 048	-1 670
Provision pour risques sur commissions						
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	9 834	-11 486	-1 652	8 143	-9 595	-1 452

(1) dont prestations d'assurance-vie : 1 752 K€ (2017) & 1 269K€ (2016)

NOTE 19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Produits divers	40	1
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Reprises provisions	578	72
Autres produits d'exploitation bancaire	618	73
Charges diverses	-39	-949
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-565	-294
Autres charges d'exploitation bancaire	-604	-1 243
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	14	-1 170

NOTE 20 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel		
Salaires et traitements :	11 924	9 984
Charges sociales :	5 452	4 262
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies		
Intéressement et participation	228	194
Impôts et taxes sur rémunérations	2 016	1 643
Dotation RO frais de personnel	-22	1
Total des charges de personnel	19 598	16 084
Refacturation et transferts de charges de personnel	-101	-107
Frais de personnel nets	19 497	15 977
Frais administratifs		
Impôts et taxes	302	941
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	29 375	31 825
Total des charges administratives	29 677	32 767
Refacturation et transferts de charges administratives		
Frais administratifs nets	29 677	32 767
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	49 174	48 744

(1) dont 43K€ au titre du fonds de résolution unique

Au titre des exercices 2013 à 2017, un montant de 907K€ a été accordé à BforBank au titre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Il a été utilisé pour un montant de 68K€ au 31 décembre 2017 pour le paiement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2013

Le montant des crédits restant à employer est de 838K€ au 31 décembre 2017.

Effectif moyen

Catégories de personnel	31/12/2017	31/12/2016
Cadres	140	120
Non cadres	97	89
Autres	32	19
TOTAL	269	228
<i>Dont : - France</i>	269	228
<i>- Étranger</i>		
<i>Dont : personnel mis à disposition</i>		

(1) Apprentis, Contrats de professionnalisation, stagiaires

Aucune rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration de BforBank au cours de l'exercice.

NOTE 21 COUT DU RISQUE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2017	31/12/2016
Dotations aux provisions et dépréciations	1 287	1 077
Dépréciations de créances douteuses	1 117	1 077
Autres provisions et dépréciations	170	
Reprises de provisions et dépréciations	-113	-235
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	-113	-230
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)		-5
Variation des provisions et dépréciations	1 174	842
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	3	1
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	3	7
Décote sur prêts restructurés		
Récupérations sur créances amorties		
Autres pertes	5	13
Autres produits		
COÛT DU RISQUE	1 185	863

NOTE 22 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

Aucun résultat net sur actifs immobilisés n'a été constaté en 2017.

NOTE 23 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Aucun résultat exceptionnel n'a été constaté en 2017.

NOTE 24 IMPOT SUR LES BENEFICES*En milliers d'euros*

Résultat fiscal avant Imputation des Déficit		Antérieurs	-19 929
Imputation des déficits antérieurs			0
Résultat fiscal après Imputation des Déficit		Antérieurs	-19 929
IS	33,33%		0
Contribution sociale	1,10%		0
Crédits d'impôts			
CI Mécénat			10
CI Recherche			35
Charge d'Impôt Société			45

Le poste enregistre également la reprise d'impôt différé actif de 442 K€ constatée suite à l'ajustement du prévisionnel 2018/2022, conformément à l'évolution de la réglementation sur les IDA (cf. notes 1.4.1 et 2.10) et la charge d'impôt différé passif de 38 K€ au titre de différences temporelles imposables

BforBank a opté pour le régime fiscal de groupe à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2010. (cf. note 2.10)

Suivi des déficits antérieurs (en milliers d'euros)

	Avant intégration (1)	Pendant intégration	Total cumulé
2009	-29 909		-29 909
2010		-47 967	-77 876
2011		-25 482	-103 357
2012		-13 294	-116 651
2013	4 926		-111 726
2014 (2)	-10 692		-122 418
2015		-10 945	-133 362
2016		-15 625	-148 987
2017		-19 929	-168 916
Total	-35 675	-133 241	-168 916

(1) Les mouvements positifs résultent de l'imputation du résultat fiscal propre sur le stock des déficits antérieurs.

(2) Report, sur les résultats propres de BforBank, des déficits antérieurement subis par la société CPR Online pour 11 782 402 euros.

NOTE 25 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

25.1 Formation du produit net bancaire par secteur d'activité

SECTEUR D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts	36 402						36 402
Revenus des titres à revenus variables							
Produits nets des commissions	-1 652						-1 652
Produits nets sur opérations financières							
Autres produits nets d'exploitation	14						14
PRODUIT NET BANCAIRE	34 763	0	0	0	0	0	34 763

SECTEUR D'ACTIVITE FORMATION DU PNB (en milliers d'euros)	31/12/2016						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produits nets d'intérêts	40 277						40 277
Revenus des titres à revenus variables							
Produits nets des commissions	-1 452						-1 452
Produits nets sur opérations financières							
Autres produits nets d'exploitation	-1 170						-1 170
PRODUIT NET BANCAIRE	37 655	0	0	0	0	0	37 655

25.2 Produit net bancaire par secteur d'activité et par zone géographique

(en milliers d'euros)	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)	34 763						34 763
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique Centrale et du sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
PRODUIT NET BANCAIRE	34 763	0	0	0	0	0	34 763

(en milliers d'euros)	31/12/2016						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
France (y compris DOM-TOM)	37 655						37 655
Autres pays de l'U.E.							
Autres pays d'Europe							
Amérique du Nord							
Amérique Centrale et du sud							
Afrique et Moyen-Orient							
Asie et Océanie (hors Japon)							
Japon							
PRODUIT NET BANCAIRE	37 655	0	0	0	0	0	37 655

BforBank exerce une activité de banque de détail exclusivement en France.

25.3 Formation du résultat courant par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	31/12/2017						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	34 763						34 763
Charges d'exploitation	-49 174						-49 174
Dotations aux amortissements et dépréciations	-4 159						-4 159
Résultat brut d'exploitation	-18 570						-18 570
Coût du risque	-1 185						-1 185
Résultat d'exploitation	-19 755						-19 755
Résultat net sur actifs immobilisés							
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	-19 755	0	0	0	0	0	-19 755

(en milliers d'euros)	31/12/2016						
	Banque de proximité en France	Services financiers spécialisés	Gestion de l'épargne	Grande clientèle	Banque de proximité à l'international	Activités hors métiers	Ensemble des métiers
Produit net bancaire	37 655						37 655
Charges d'exploitation	-48 744						-48 744
Dotations aux amortissements et dépréciations	-3 403						-3 403
Résultat brut d'exploitation	-14 492	0	0	0	0	0	-14 492
Coût du risque	-863						-863
Résultat d'exploitation	-15 355	0	0	0	0	0	-15 355
Résultat net sur actifs immobilisés							0
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	-15 355	0	0	0	0	0	-15 355

25.4 Résultat courant par zone géographique

	31/12/2017							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotation aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	34 763	-49 174	-4 159	-18 570	-1 185	-19 755		-19 755
Autres pays de l'U.E.								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amérique Centrale et du sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	34 763	-49 174	-4 159	-18 570	-1 185	-19 755	0	-19 755

	31/12/2016							
	PNB	Charges d'exploitation	Dotation aux amortissements et dépréciations	RBE	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Résultat net sur actifs immobilisés	Résultat courant avant impôt
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DOM-TOM)	37 655	-48 744	-3 403	-14 492	-863	-15 355		-15 355
Autres pays de l'U.E.				0		0		0
Autres pays d'Europe				0		0		0
Amérique du Nord				0		0		0
Amérique Centrale et du sud				0		0		0
Afrique et Moyen-Orient				0		0		0
Asie et Océanie (hors Japon)				0		0		0
Japon				0		0		0
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	37 655	-48 744	-3 403	-14 492	-863	-15 355	0	-15 355

NOTE 26 AFFECTATION DES RESULTATS

La perte de l'exercice, soit 20 190K€ sera affectée en report à nouveau qui sera de -48 063K€ après affectation.

NOTE 27 PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

	FIDUS	%	MAZARS	%	ERNST & YOUNG	%
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (1)	20	100%	42	100%	60	100%
Services autres que la certification des comptes	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	20		42		60	

NOTE 28 IMPLANTATION DANS LES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS

BforBank ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code Général des Impôts.

NOTE 29 RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social et peut être obtenu à l'adresse suivante : BforBank, Tour Europlaza - 20 avenue André Prothin - La Défense 4, 92927 PARIS - LA DEFENSE Cedex.

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
S.A. à directoire et conseil de surveillance
au capital de € 8.320.000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

BforBank

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société BforBank,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BforBank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Comptabilisation d'impôts différés en normes françaises

Risque identifié	Notre réponse
<p>Votre société comptabilise des impôts différés en normes françaises principalement au titre de ses déficits fiscaux reportables. Dans les comptessociaux, le stock d'impôts différés actifs est justifié par la capacité à générer des résultats taxables dans le futur sur un horizon de cinq ans, conformément aux méthodes du groupe et aux normes comptables et comme indiqué dans la note 2.10 des annexes aux comptes annuels.</p> <p>Au 31 décembre 2017, le montant des impôts différés comptabilisé s'élève à M€ 1.</p> <p>La détermination du montant des impôts différés s'effectue sur la base d'un business plan. Ce business plan nécessite par nature la formulation d'hypothèses de la part de la direction, notamment dans un contexte d'évolution et de diversification des activités de votre société.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des principales hypothèses utilisées dans le cadre de l'élaboration du plan moyen terme de votre société, notamment en nous entretenant avec la direction.</p> <p>► Nos travaux ont consisté en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► la réalisation de rapprochements avec le business plan présenté en conseil d'administration ; ► la comparaison de l'année réalisée avec les prévisions inscrites pour 2017 au business plan établi en 2016 ; ► La réalisation de contrôles arithmétiques portant sur les formules et taux d'impôts différés retenus.

■ Evaluation d'un mali technique sur fonds de commerce

Risque identifié	Notre réponse
<p>En juillet 2010, votre société a racheté CPR Online à Cheuvreux pour un montant de M€ 24, générant la comptabilisation d'un mali technique de M€ 12.</p> <p>Au 31 décembre 2017, le montant du mali technique comptabilisé en normes françaises s'élève toujours à M€ 12 et aucune dépréciation n'a été comptabilisée.</p> <p>Chaque année, un test de dépréciation est effectué afin de conclure sur la nécessité ou non de déprécier le mali technique. Ce test nécessite par nature la formulation d'hypothèses de la part de la direction, notamment dans un contexte d'évolution et de diversification des activités de votre société.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des principales hypothèses utilisées dans le cadre du test de dépréciation.</p> <p>► Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ► analyser les hypothèses prises en compte par la direction dans le cadre de la réalisation d'un test de dépréciation sur l'activité Bourse ; ► réaliser des contrôles arithmétiques portant sur les calculs de valorisation effectués par la direction sur l'activité Bourse ; ► réaliser des analyses comparatives complémentaires sur la base de données externes à la société.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**■ Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BforBank par votre assemblée générale du 22 novembre 2017 pour le cabinet MAZARS et par vos statuts du 18 décembre 2008 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2017, le cabinet MAZARS était dans la première année de sa mission et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la dixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**■ Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 11 mai 2018

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Anne Veaute

Claire Rochas